

Dettes: l'OCDE juge erroné de comparer Espagne et Portugal

Le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, a jugé jeudi "complètement erroné" de comparer les situations budgétaires de l'Espagne et du Portugal, soulignant que l'Espagne "ne connaîtrait pas les mêmes problèmes" que le Portugal.

"L'Espagne ne connaîtra pas les mêmes problèmes que ceux que le Portugal a connus", a souligné le dirigeant de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), lors d'une conférence de presse à Budapest.

"Je pense que les problèmes ne sont pas les mêmes", a-t-il ajouté, précisant que l'Espagne s'était attaquée aux "quatre problèmes" principaux qui avaient été identifiés dans son économie, à savoir son déficit, la question des marchés du travail, des retraites et du système financier.

"Je pense qu'il est complètement erroné, totalement injuste" de comparer les deux, a-t-il insisté.

La ministre de l'Economie espagnole, Elena Salgado, a pris ses distances jeudi avec la crise portugaise, excluant tout "risque de contagion" à l'Espagne après la demande d'aide financière internationale de Lisbonne.

La Commission européenne a aussi jugé de son côté que l'économie espagnole faisait face à "des défis importants" mais "remplissait ses engagements".

Parlant des PIIGS (Portugal, Irlande, Italie, Grèce et Espagne, les pays considérés par les marchés comme les maillons faibles de la zone euro), M. Gurría s'est interrogé: "Pourquoi les mettre tous dans le même panier?"

"Le cas de la Grèce était spécifique, le cas de l'Irlande était séparé, et on n'aurait jamais dû parler du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie, du Royaume-Uni" pour une aide extérieure potentielle. Les discussions à ce sujet "auraient dû s'arrêter à l'Irlande", a-t-il dit.

"Le problème grec était typiquement un problème budgétaire" avec un déficit qui n'était "pas soutenable", et pour l'Irlande il y a eu "un échec massif de la régulation et de la supervision des banques", a-t-il détaillé.

"Ce sont les deux seuls cas (de recours à l'aide extérieure) qui, je pense, étaient inévitables", a-t-il jugé.

"Mais cela n'a rien à voir avec le cas du Portugal", a-t-il encore dit.

Dans le cas de Lisbonne, le recours à l'aide "aurait pu être évité" si les difficultés politiques internes n'étaient pas venues s'ajouter aux difficultés budgétaires", a-t-il encore jugé.

Il a par ailleurs considéré qu'"il ne fallait pas stigmatiser" l'aide apportée à un pays qui "prend toutes les décisions appropriées, les politiques appropriées, des décisions difficiles, mais qui ne sont pas comprises par les marchés".

"Il y a un dysfonctionnement des marchés et les agences de notation rendent les choses encore pire", a-t-il souligné.

"Il doit y avoir un moment où l'on dit: OK, j'ai essayé, j'ai pris les bonnes décisions (...) mais il n'y a pas de raison de succomber à un marché qui est peut-être trop exigeant. J'ai d'autres solutions, et elles sont absolument légitimes, donc je demande de l'aide à l'UE, au FMI et à la BCE".

Source : AFP, 07/04/2011